



Guillaume Lecointre, chercheur au Museum d'histoire naturelle, nous explique l'actualité de Darwin en biologie. REGARDS PAGE 2



CAMPAGNE EMPLOI PAGE 5



État des lieux de l'Éducation nationale, une des victimes de l'attaque gouvernementale contre les services publics. NPARGUMENT PAGES 6&7

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

19 NOVEMBRE 2009 N°31 1,20€ WWW.NPA2009.ORG

ÉLECTIONS RÉGIONALES

QUELLE POLITIQUE

UNITAIRE ?



Face à la politique de la droite, l'unité doit être sans concessions vis-à-vis de la gauche de gestion et de renoncement, incarnée par le PS et Europe Écologie.



Out au long de ces derniers mois, le NPA a mené une politique unitaire offensive, et c'est lui qui a été à l'origine de la première réunion unitaire. Il ne s'agit pas d'une quelconque posture visant à démontrer on ne sait quoi, mais bien de la compréhension qu'une telle politique est une nécessité profonde et durable. Dans une situation marquée tout à la fois par la crise globale

de capitalisme, une politique brutale de la droite sur le terrain social comme sur les questions des droits démocratiques et la démission des forces traditionnelles du mouvement ouvrier syndical et politique, il importe d'apporter des réponses à la hauteur des enjeux. Il s'agit pour nous de mener un combat frontal contre la politique du gouvernement dans l'indépendance politique vis-à-vis de la gauche de renoncement et d'adaptation au système

incarnée par le PS ou Europe écologie. Mais l'unité s'entend pour nous avec un contenu. Pour ces élections, il nous faut de manière indissociable lier un positionnement anti-crise et anti-droite, la défense sur les terrains programmatique et stratégique d'une orientation clairement alternative à la gestion socialiste des régions.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

TUNISIE-MAROC

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Après la farce électorale qui a confirmé Ben Ali pour un cinquième mandat, les opposants au pouvoir tunisien sont plus que jamais opprimés. Au Maroc, la situation est sensiblement identique. Quiconque refuse de ménager la famille royale en subit les conséquences. En première ligne, les journalistes et les internautes : muselés, agressés, arrêtés, emprisonnés, quand ils vont à l'encontre des intérêts de ces deux régimes. LIRE PAGE 8

PERSONNES ÂGÉES

MALTRAITANCES



Souvent oubliées car trop vulnérables pour se défendre, les personnes âgées subissent nombre de mauvais traitements. Structures d'accueil inadéquates, manque de personnel, donc de soins, absence de la famille, mépris de ces « vieux » devenus « non rentables »... la maltraitance ordinaire condamne de plus en plus de personnes âgées à finir leurs jours dans la solitude physique et morale. LIRE PAGE 10

RÉPRESSION À L'INSPECTION DU TRAVAIL

Inspecteurs et contrôleurs du travail subissent de plus en plus de répression de la part de leur hiérarchie. Cela se traduit notamment par une baisse de leurs primes ou le non-remboursement de leurs frais. Le ministère veut transformer ces fonctionnaires chargés de contrôler les conditions de travail en agents au service du patronat. LIRE PAGE 10



édito

Par Galia Trépère

UNE ÉTAPE IMPORTANTE !

A la poste, les salariés sont appelés par cinq fédérations CGT, SUD, CFTD, FO, CFTC à faire grève le

24 novembre et à manifester le 28 novembre, avec les usagers mobilisés dans les collectifs contre la privatisation. Dans l'éducation, la FSU a programmé ce même 24 novembre une grève nationale avec manifestations au moment où aura été voté le budget 2010 qui prévoit la suppression de 16 000 postes dans le secteur.

Ce sera la première fois, depuis la rentrée, que pourra s'exprimer à une échelle un tant soit peu large, le mécontentement du monde du travail. Car au-delà de la privatisation en cours de La Poste ou de celle à venir de l'Éducation nationale, c'est bien l'ensemble de la politique du patronat et du gouvernement qui est à combattre : une politique qui permet à une minorité de gros actionnaires et de patrons d'augmenter leurs bénéfices, d'être exonérés des cotisations sociales, de toucher les subventions publiques.

Du côté des salariés, tout montre que ce n'est pas l'envie de se mobiliser qui manque mais bien une perspective de lutte sérieuse et de mouvement d'ensemble. Au début de l'année, le 29 janvier et le 19 mars, des millions de travailleurs avaient fait grève et manifesté, avec l'espoir que s'ouvre une telle perspective. Mais les directions des grandes confédérations syndicales, parce qu'elles se sont depuis longtemps laissées piéger par la politique de « dialogue social » du gouvernement, ont étouffé toute possibilité de donner une suite à ces journées. Le rejet de la politique du gouvernement est pourtant massif si on en juge tant par la cote de popularité de Sarkozy que par les dissensions qui, dans sa propre majorité, expriment la crainte des parlementaires de subir le discrédit du gouvernement. Alors, à la poste et dans les établissements scolaires et universitaires, qu'on soit enseignant, lycéen ou étudiant, saisissons-nous de cette journée d'action pour exprimer avec le plus de force possible la colère du monde du travail et la perspective d'un mouvement d'ensemble.

19 NOVEMBRE, NPA, MARSEILLE.

Meeting-débat : incinérateurs, déchets nucléaires, crise climatique... Sauvons la planète du capitalisme. RV à 19 heures, Théâtre Mazenod, 88 rue d'Aubagne (M° Notre-Dame-du-Mont). Marseille.

DU 20 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE, NATIONAL.

Des marches régionales contre le chômage, les précarités et les licenciements sont organisées annonçant la manifestation nationale le 5 décembre.

21 NOVEMBRE, NPA VIEUX-SEYNOD.

Rencontre festive organisée par le NPA 74. 14h30 : du nucléaire à l'écosocialisme. 17 heures : débat avec Pierre-François Grond. 19h30 repas (12 euros).

22 NOVEMBRE, RESF, PARIS. 6 heures pour les droits des enfants et des familles sans papiers. De 13 à 19 heures au 104 rue d'Aubervilliers, Paris 19°.

24 NOVEMBRE, LA BRÈCHE, PARIS.

La librairie La Brèche recevra Gérard Chaouat et Patrick Silberstein, auteurs du *Petit Manuel à l'usage de ceux qui vont attraper la Grippe (et des autres)*, RV à 18h30 pour leur poser toutes vos questions. Ces deux auteurs, particulièrement au fait des dessous de la pandémie qui arrive, sont l'un médecin généraliste et l'autre directeur de recherche au CNRS, docteur en médecine.

25 NOVEMBRE, NPA, BESANÇON.

Conférence débat, *Les enjeux de l'école*, avec Denis Paget (syndicalistes enseignant). Amphi Donzelot, Fac de lettres. Rue Mégevand. Organisation : Amis de la maison du peuple et FSU. RV à 20 heures.

26 NOVEMBRE, NPA, FONTENAY-SOUS-BOIS. *Interdire les licenciements, par nos luttes c'est possible !* Réunion publique

avec Sandra Demarcq. RV à 20 heures. Foyer Aimée-Matteraz, 15, rue Jean-Pierre-Timbaud (bus 118, arrêt Danièle-Casanova, bus 301 arrêt La Fontaine).

26 NOVEMBRE, NPA, VITRY-SUR-SEINE.

Réunion publique : *Notre santé vaut mieux que leurs profits !* avec Didier Poupardin, médecin à Vitry, et Pascal Phat Tan, infirmier, syndicaliste à l'hôpital Charles-Foix à Ivry. RV : Salle du château (place du Marché 6, rue Montebello) à Vitry.

26 NOVEMBRE, NPA, PARIS 10°. *Crise climatique : quelles solutions écologiques et sociales ?* Les enjeux du sommet de Copenhague sur le climat, les propositions du NPA. Avec Cédric Durand, économiste. RV à 20 heures, à L'Archipel, 17, boulevard de Strasbourg. M° Strasbourg-Saint-Denis ou Château-d'Eau.

26 NOVEMBRE, AIDSESEP, PARIS

La Coordination de solidarité avec l'Amérique latine organise un rassemblement en solidarité avec les travailleurs péruviens et l'Association pour le développement de la forêt péruvienne (Aideseep). RV de 16 heures à 19 heures devant l'ambassade du Pérou, 50, avenue Kléber, Paris.

27 NOVEMBRE, LA BRÈCHE, PARIS.

L'engagement, jusqu'où ? La violence comme réponse politique ? La prison, l'isolement ? Nous vous invitons à venir en débattre autour du livre *Chroniques carcérales* de Jean-Marc Rouillon et du film *Joëlle Aubron, un parcours militant*. RV à 20h30.

29 NOVEMBRE, SANS-PAPIERS, PARIS.

Manifestation contre l'immigration jetable, à l'appel de l'Ucij. RV à 14h30 place Edmond-Rostand, métro Luxembourg pour se rendre jusqu'au ministère de l'Immigration.

regards



G. Lecoindre (DR)

Propos recueillis par Sarah Samadi et Antoine Boulangé

SCIENCES VERS UN DARWINISME EN BIOLOGIE ?

Guillaume Lecoindre est chercheur au Muséum d'histoire naturelle. Il travaille en particulier sur la classification des espèces. Nous l'avons interrogé sur l'importance des découvertes de Darwin et leurs possibles applications à la biologie.

En quoi « L'Origine des espèces » de Darwin est-il toujours d'actualité, 150 ans après sa parution ?
Le XXI^e siècle débute avec une théorie de l'évolution qui est toujours darwinienne. Cependant, toute la biologie n'est pas encore darwinienne, notamment en génétique moléculaire, biologie cellulaire et biochimie.
Depuis la découverte de la structure biochimique de l'ADN, en 1953, ces disciplines se sont développées sur des schémas de pensée non darwiniens pour deux raisons : leurs progrès ont été stimulés par une puissante recherche biomédicale où sont étudiés les processus du vivant dans le temps présent ; leurs objets d'étude sont si petits que les variations qui les affectent sont restées longtemps quasi indétectables, et donc considérées comme non significatives. Pour comprendre où est le problème, on peut tenter un parallèle entre la génétique d'aujourd'hui et les sciences naturelles d'avant Darwin. Avant Darwin, la Nature est l'œuvre d'un créateur dont les créatures se manifestent invariablement devant nous. L'idée de chat préexiste aux chats réels, elle est l'intention du créateur. Un chat ne peut être que chat, toute variation est tenue pour accidentelle. Les individus réunis sous le nom de « chat » ne sont pas considérés pour eux-mêmes, mais comme porteurs d'un absolu, de quelque chose d'universel qui tient du chat : son essence. C'était la pensée essentialiste du grand naturaliste Carl Linné. Le génie de Darwin est d'avoir porté son attention sur la variation des individus (la diversité des chats). Le mot chat ne désigne pas une idée (l'essence) mais un ensemble d'objets matériels. C'est le nominalisme.

La biologie moderne est donc toujours essentialiste ?

La génétique moléculaire l'est largement restée : ses objets (gènes, protéines, cellules) et leurs propriétés sont définis a priori, les interactions sont mécaniques et les variations individuelles négligées. Tous les micro-organismes, toutes les molécules identiques sont ainsi présumés interchangeables et les variations de leurs propriétés ne sont pas envisagées. En conséquence, jusqu'à la fin des années 1970, on a cru que si le chat était chat, c'est parce qu'un « programme » génétique le contrôlait et fixait une fois pour toutes le trajet des événements qui vont du génome à sa manifestation physique en trois dimensions, le chat.

Quel est l'apport de la théorie de Darwin ?

Intégrer le darwinisme aux échelles cellulaires, moléculaires et génétiques est le véritable défi de la biologie de ce XXI^e siècle. En pensant les cellules, les gènes, les enzymes, en termes populationnels, on se donne les moyens de s'apercevoir que des cellules présumées identiques ne font pas toutes exactement la même chose, ce qui promet de belles découvertes pour demain. Déjà, les modèles et les expériences d'une génétique réellement

darwinienne fleurissent. La variation contenue dans les populations d'enzymes et de cellules permet un tri et donc une évolution. Ces modèles aléatoires s'avèrent d'ailleurs plus efficaces pour prévoir le comportement des cellules.

La biologie moderne est-elle déterministe ?

Ce changement d'approche remet en cause l'idée du « programme génétique » qui prédominait par exemple pour expliquer pourquoi un chat est un chat. Permettons-nous ici une analogie, celle d'une expérience de chimie : en mélangeant tant de grammes d'un réactif X et tant de grammes du réactif Y, dans certaines conditions, on obtient une réaction chimique qui conduit à tant de grammes de produit final. Pour expliquer pourquoi on obtient cette quantité de produit final, on n'a pas besoin de décrire la trajectoire de chaque molécule dans un mouvement aléatoire et surtout, de penser que celles-ci sont « programmées ». Pourtant, l'expérience est reproductible : on obtiendra toujours la même masse de produit final à Amsterdam ou à Quimper. De même, le développement d'un organisme est un phénomène aléatoire, impliquant des myriades d'acteurs, qui manifeste une moyenne et une variance reproductibles. L'abandon de cette idée de « programme » aura des répercussions, notamment dans notre compréhension des mécanismes du cancer ou du contrôle du développement embryonnaire.

À lire. *Le Hasard au cœur de la cellule : probabilités, déterminisme, génétique*. Kupiec, Gandrillon, Morange, Silberstein. Éditions Syllepse.



(WIKIPEDIA/PHGCOM)



MI-MANDAT AU SERVICE DU MEDEF



Après deux ans et demi de présidence, la politique de Sarkozy montre son vrai visage : réformer le code du travail en fonction des intérêts des patrons et souder l'électorat réactionnaire en prenant les immigrés comme boucs émissaires.

Nicolas Sarkozy s'est bien gardé de célébrer trop bruyamment la moitié de son mandat présidentiel. Tout au plus quelques courtisans, dont le Premier ministre François Fillon, ont vanté « un train de réformes sans précédent ». En trente mois, le pouvoir n'a pas chômé en matière d'attaques contre les droits sociaux, rebaptisées « réformes ». À commencer par le « bouclier fiscal » et le « sauvetage des banques », en fait... des profits des banquiers. Le bouclier fiscal est présenté par ses partisans comme une expression du simple bon sens : ne pas payer plus de la moitié de ses revenus en impôts. C'est oublier que, même une fois « lourdement taxées » (comme elles s'en plaignent), les personnes concernées disposent encore de revenus tout à fait confortables. C'est aussi passer sous silence ce que représentent les « restitutions »

opérées aux contribuables « trop » imposés : pour les 100 plus gros bénéficiaires, la restitution moyenne concernant l'année 2008 a été de 1,154 million d'euros. Pour les dix plus gros gagnants, elle a même été de 5,97 millions d'euros ! Destinée à 14 000 privilégiés, le bouclier fiscal coûte 458 millions d'euros aux finances publiques. C'est évidemment scandaleux. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau par rapport à l'océan des fonds débloqués en 24 heures pour venir au secours des banquiers : en octobre 2008, l'État s'est en effet engagé à hauteur de 360 milliards d'euros ! C'est bien là, la vérité profonde de la politique de Sarkozy : entièrement destinée à enrichir les plus privilégiés, contribuables fortunés, actionnaires, patrons de multinationales. Symétriquement, cette politique est toujours plus dure vis-à-vis des classes laborieuses, contraintes en permanence de payer les frais de la crise capitaliste : rédu-

ction d'emplois dans les services publics, notamment Éducation nationale et Santé ; taxe carbone ; blocage des salaires et augmentation des prix (y compris les tarifs de la SNCF, d'EDF et GDF ou de la RATP) ; nouvelle vague de privatisations (dont la tentative de modifier le statut de la poste) ; travail le dimanche ; augmentation du forfait hospitalier et nouveau train de déremboursement de médicaments. Et la dernière trouvaille en date : l'imposition des indemnités des accidentés du travail ! De moins en moins « social », l'État s'assume de plus en plus pénal. La présidence, le gouvernement et la majorité parlementaire rivalisent d'innovations juridiques répressives (notamment contre les mineurs) ou destinées à protéger les puissants (suppression du juge d'instruction). Sous le couvert nauséabond de défense de « l'identité nationale », Hortefeux puis Besson se sont lancés dans une

chasse aux immigrés sans papiers qui ne connaît plus d'exceptions : enfants sans papiers ou réfugiés afghans, tous sont bons pour les charniers de la honte ! Le PS offre un spectacle lamentable, tant il est incapable de s'opposer à une politique dont il partage les principaux fondements. Au lieu d'œuvrer à la convergence des luttes, les principales directions syndicales ont organisé la démobilité, de journée d'action sans lendemain en journée d'action sans lendemain. Une tout autre politique est nécessaire, faite d'unité dans les luttes et de construction patiente d'une véritable alternative politique indépendante du social-libéralisme. L'affaire Jean Sarkozy comme les remous sur la taxe professionnelle le montrent : il existe des fissures au sein du régime. La véritable force de Sarkozy, c'est l'absence d'une opposition réelle et déterminée.

François Coustal

POLITIQUE UNITAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

Du côté du PCF, la position est claire, pas d'accord possible avec le NPA. Les multiples déclarations de ses dirigeants ne laissent aucune ambiguïté sur le sujet et c'est pour des raisons politiques de fond que le Parti communiste nous évince aujourd'hui du cadre unitaire. Le préalable mis par ce parti, la gestion commune des régions avec le Parti socialiste, est inacceptable pour le NPA. Ce n'est pas une coquetterie de notre part vis-à-vis d'un PS abstrait, mais l'appréciation du cours de ce parti, des politiques qu'il défend. C'est peu dire que nous sommes en désaccord avec le bilan de la gestion socialiste dans vingt régions. Il s'agit par exemple des multiples subventions publiques à des grands groupes privés ou le financement de la formation professionnelle contrôlée par le Medef, pour ne prendre que ces deux exemples. La cerise sur le gâteau, c'est l'évolution même des débats au sein du PS avec la perspective de nombreuses alliances avec le Modem au deuxième tour des élections régionales. Là encore, il ne s'agit pas d'un procès d'intention, mais d'une politique d'ores et déjà annoncée par de nombreux présidents socialistes sortants. Pour notre part, nous avons la volonté d'appliquer les points essentiels de notre programme, pas de faire le contraire de ce pourquoi nous sollicitons les suffrages des électeurs. C'est aussi avec cette vieille pratique qu'il faut rompre, si l'on souhaite réellement susciter un renouveau à gauche.

Le PCF participe à la gestion de seize régions et entend continuer, voire étendre cette politique. Il l'a dit et redit avec une belle constance. Ce n'est pas, ce ne sera pas notre orientation. Fondamentalement, c'est pour cette raison que depuis deux mois, le PC a refusé toute discussion programmatique. Et il y a bien évidemment un lien entre programme et stratégie : ou bien défendre une politique de rupture avec le système, ou bien un programme « socialo-compatible », il n'y a pas moyen de ruser, car pendant la campagne électorale, la gestion va continuer.

Dans le cours même de la discussion, nous avons essayé de lever les obstacles à un rassemblement de l'ensemble de la gauche antilibérale et anticapitaliste à ces élections. Certains auront même trouvé que nous sommes allés trop loin dans les concessions. Mais parce que nous souhaitons réellement l'unité, nous avons modifié nos positions en cherchant des compromis. Il n'est en revanche pas possible d'accepter l'oukaze du PCF. Ce dernier porte donc la responsabilité du processus d'éclatement du cadre unitaire.

Pour ces raisons, disons-le clairement, les possibilités d'un accord national sont aujourd'hui réduites. Mais que ce soit au niveau national ou dans les régions, le NPA, dans les semaines qui viennent, poursuivra les discussions en cherchant à rassembler toutes les forces disponibles pour une telle politique. Ni adaptation au cadre proposé par la direction du PCF ni satisfaction d'un repli solitaire, qui ne constitue pas notre politique. Voilà les deux écueils qu'il faut éviter.

Guillaume Liégard

et aussi



MOSCONI, PIRATERIE AU SOMMET DE L'ÉTAT. Les 19 et 20 novembre doit se tenir le procès d'Alain Mosconi devant le tribunal correctionnel de Marseille pour piraterie. Le syndicaliste risque la bagatelle de dix ans de prison. Sa faute ? Avoir empêché un fonds d'investissement de faire main basse sur la SNCM. L'État avait en effet prévu de céder la compagnie de transport maritime qui relie la Corse au continent à Butler Investissements pour une bouchée de pain. La seule valeur des bateaux était dix fois supérieure au prix consenti. La stratégie de Butler était donc limpide, il s'agissait de revendre très vite la société en faisant une plus-value considérable. Évidemment dans ce calcul, les salariés comme le service public rendu au passager passait en pertes et profits. Grâce à l'action des syndicalistes qui ont « détourné » le *Pascal-Paoli* au terme de plusieurs semaines de mobilisations, le pire a pu être évité : Butler n'a acquis que 38 % de la société, Veolia 28 %, l'État a gardé 25 % et les salariés 9 %. Deux ans plus tard Butler a revendu ses parts à Veolia, empochant une plus-value de 60 millions d'euros au passage et illustrant par là-même que les craintes des salariés étaient

fondées. Mais peu importe pour l'État : ce sont les syndicalistes qui sont réprimés. Cela rappelle l'acharnement contre ceux de l'USTKE, de Conti et autres. Tous ceux qui résistent doivent être abattus.

EN ROUTE POUR COPENHAGUE ! Lors du sommet économique Asie-Pacifique, les représentants de l'administration Obama ont déclaré qu'il était « irréaliste de croire qu'un accord international et légalement contraignant puisse être négocié entre aujourd'hui et le sommet de Copenhague ». Par ailleurs, ce sommet n'a finalement pris aucun engagement précis en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Les États-Unis comme de nombreux autres États refusent toute contrainte, tout objectif chiffré, et préfèrent reculer au plus tard les échéances, afin de laisser plus de marges de manœuvre à leurs entreprises. Ce ronron des négociations doit être bousculé par les mobilisations populaires. À Copenhague se tiendra pendant plusieurs jours un sommet alternatif et une manifestation internationale, autour notamment de la défense de la justice climatique face à la crise dans laquelle nous précipite le

productivisme capitaliste. Des actions sont d'ores et déjà prévues sur l'ensemble de la planète le 5 décembre. Mais il faut aussi être le plus nombreux possible à Copenhague le 12 décembre. Pour s'y rendre, des transports collectifs sont organisés : un train européen au départ de Paris, déjà complet ; des cars au départ de Paris organisés par Urgence climatique Justice sociale, le vendredi 11 décembre à 12 heures, retour le dimanche 13 vers 18 heures. Prix : 75 euros par personne (possibilité de tarifs jeunes/chômeurs). Inscription et contact : carcopenhague@gmail.com et copenhague@npa2009.org avec nom prénom, téléphone, mail, adresse, éventuellement organisation. Chèque à envoyer à l'ordre du NPA, à l'adresse : Cars pour Urgence climatique Justice sociale, c/o NPA, 27, rue Taine, 75012 Paris. Un car pour les deux semaines, au départ de Paris (en provenance de Toulouse) le mardi 8 décembre au soir et retour le samedi 19 en fin d'après-midi : manifeste@desobeir.net Un car au départ de Nantes, le jeudi 10 décembre. Contact : enroutepourcopenhague@ouvaton.org Inscrivez-vous rapidement. Plus d'infos : <http://climatjustice.org/>



DROITS DE L'ENFANT DÉJÀ VINGT ANS?

Alors que 191 pays ont signé une convention pour les droits des enfants, ceux-ci restent largement symboliques.

IL Y A 20 ANS, le 20 novembre 1989, la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide) était ratifiée par la France et 191 autres pays (les États-Unis et la Somalie avaient refusé car elle interdisait la peine de mort). Si la convention était une avancée majeure, ces droits sont largement restés symboliques. Aujourd'hui à travers le monde, 93 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école dont 43 millions en raison d'un conflit armé. 126 millions travaillent et 100 millions vivent dans la rue, abandonnés. En France, on peut s'interroger sur la réalité du droit à l'éducation lorsqu'en Seine-Saint-Denis, tant de jeunes attendent encore en novembre une place en lycée... Sans compter les enfants Roms, refusés illégalement dans les écoles publiques de bien des communes, y compris de gauche.

De quel droit au logement s'agit-il lorsque des bidonvilles se reconstruisent jusqu'aux portes de Paris? Quel est le droit à une sécurité minimale lorsque des mineurs isolés qui fuient des pays en guerre sont traqués par la police? Le droit à la santé recule sur tout le territoire pour les enfants les plus démunis et la faim avance. Même le Secours catholique reconnaît avoir des difficultés à fournir la nourriture en quantité suffisante. Officiellement, les enfants ne doivent pas être séparés de leurs parents, mais RESF constate chaque jour que des expulsions inhumaines bafouent ce droit minimal. Les enfants ne peuvent être incarcérés et devraient bénéficier de mesures éducatives, mais la répression grandit et les éducateurs peinent à trouver trois sous pour la moindre activité de prévention ou d'accompagnement des jeunes en difficulté. Quant à l'égalité des droits entre filles et garçons, ce n'est plus une priorité: même les deux heures par semaine d'«aide personnalisée» en école élémentaire sont massivement offertes aux garçons (dans l'académie de Créteil, le soutien concerne pour 83% des garçons).

En 1841, il y a 150 ans à peine, une loi a interdit le travail des enfants de moins de 8 ans. Quarante ans plus tard, en 1881, l'école est devenue publique et gratuite. Ensuite, tout au long du xx^e siècle, le droit à l'éducation n'a cessé de progresser en imposant l'école jusqu'à 12 ans après la guerre de 1914, jusqu'à 14 ans après celle de 1939, et 16 ans après 1968. Mais, Sarkozy vient de réinventer les classes de «découverte professionnelle» dès 14 ans. Les droits des enfants reculent et à chaque fois que les droits des enfants régressent, ceux des femmes et de l'ensemble des populations suivent rapidement. André Breton disait dans le premier *Manifeste du surréalisme*: «C'est peut-être l'enfance qui approche le plus de la vraie vie.» Les conditions de vie faites aux enfants donnent une bonne mesure du niveau d'inégalités sociales atteint par notre époque.

Véronique Deker



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/WASEGR)

RÉPRESSION À L'INSPECTION DU TRAVAIL

Dans la lignée de sa politique de casse du droit du travail, le ministère s'en prend aux agents de l'inspection qui refusent de se muer en relais du gouvernement des patrons.

Les contrôleurs et inspecteurs du travail, chargés de contrôler l'application du droit du travail dans les entreprises, font l'objet d'une répression sans précédent par leur hiérarchie, qui s'attaque à leur rémunération. À Paris notamment, la moitié d'entre eux ont reçu fin octobre une lettre les informant de la baisse de leurs primes. En juin, une partie du remboursement des frais de déplacement leur avait déjà été supprimée. Par leur ampleur, ces sanctions pécuniaires n'ont pas d'autre finalité que de briser l'actuel mouvement de contestation des orientations politiques du contrôle du droit du travail. À travers une «politique travail» définie par le gouvernement, l'inspection du travail tend en effet à être instrumentalisée. Son activité est orientée d'une part vers des domaines sur lesquels le patronat peut, du fait des insuffisances de la réglementation (amiante, produits chimiques,

souffrance au travail), reporter sa responsabilité pénale sur l'État, lequel la renvoie sur ses agents, et d'autre part vers des objectifs répondant davantage à des impératifs de conseil aux entreprises et de régulation de la concurrence que de protection des droits des travailleurs. Dans le prolongement de cette politique, la réforme de l'État (RGPP) intègre l'inspection du travail dans une «direction régionale de l'entreprise» conçue comme guichet unique au service des employeurs.

Au sein de l'inspection du travail, cette politique est déclinée par la fixation bureaucratique d'objectifs individuels chiffrés par domaine de contrôle prioritaire, associée à un outil statistique de compte rendu d'activité qui n'est en réalité qu'un outil de flicage. Elle oblige les agents de contrôle à orienter leur activité sans lien avec la demande sociale qu'ils reçoivent, et incite à leur mise en concurrence au travers de l'évaluation individuelle des

résultats. Ces changements sont fortement contestés et entraînent diverses actions de désobéissance (boycott de réunions de service, d'entretiens d'évaluation, de remontées statistiques) qui souffrent cependant de l'absence de structuration et du manque de perspective donnée par les syndicats.

Or, le succès de la politique travail suppose la mise au pas des agents de contrôle et la destruction de toute forme de contestation. Elle peut compter sur une hiérarchie, pourtant issue de l'inspection du travail même, particulièrement zélée qui, lorsqu'elle ne parvient pas à soumettre les agents, met en œuvre des pratiques dignes du patronat le plus vil (menaces constantes, dénigrement des syndicats, sanctions aveugles et systématiques). Ce climat accroît le malaise d'une profession aux moyens déjà dérisoires.

Cette politique vise à couper le lien entre l'inspection du travail et les travailleurs et à la détourner de leurs préoccupations.

Elle doit être combattue sans réserve, autant par les agents de contrôle que par les travailleurs, car elle s'intègre aux attaques contre un droit du travail de moins en moins protecteur, permises par la dégradation du rapport de forces, et s'appuie sur la quasi-impunité de la délinquance patronale.

Mais cela ne suffira pas. Parce que c'est par le droit du travail que s'organisent juridiquement les rapports d'exploitation, seuls le renversement du rapport de forces à l'échelle de la société et la remise en cause de la propriété privée des moyens de production permettront l'émergence de règles réellement protectrices et le contrôle de leur effectivité.

Le comité inspection du travail - emploi Île-de-France

et aussi

CLIMAT EN PHASE TERMINAL Le samedi 7 novembre à Cherbourg, 1 500 personnes ont défilé contre le projet d'un terminal charbonnier, mené par Louis-Dreyfus Armateurs et la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Ce projet prévoit l'installation de plusieurs grues au large, pour transborder le charbon des cales de vraquiers dans des barges, qui l'achemineront ensuite jusqu'à une aire de stockage à ciel ouvert. Il sera embarqué sur de petits navires à destination d'autres ports, essentiellement anglais, pour alimenter les centrales électriques. Dès octobre 2010, 4,5 millions de tonnes de charbon en provenance principalement de Colombie, devront transiter par Cherbourg pour inonder l'Europe. Organisée par le Collectif anticharbon 50 et Greenpeace, cette mobilisation a parcouru le port et s'est arrêtée devant la CCI, pour réclamer l'arrêt du projet, mais aussi l'arrêt total de l'exploitation du charbon, qui représente 30% des émissions de GES. La manifestation s'est terminée par la prise de parole des différents acteurs impliqués dans la lutte, dont Nathalie Menard pour le NPA. L'ensemble des organisations a dévoilé l'aberration environnementale et sociale de ce projet. De plus, les conditions de travail dans les mines

colombiennes sont effroyables, des enfants y sont exploités et elles menacent directement les peuples indigènes, qui sont expropriés sans aucune compensation. Comment, à un mois du sommet de Copenhague, un tel projet peut-il seulement être imaginé?

PARIS-TENON: RÉOUVERTURE DU CENTRE D'IVG ! « Il faudra se battre comme il y a trente ans ! » disaient des habitants du 20^e arrondissement lors de la manifestation du collectif unitaire local et des salariés de l'hôpital Tenon avec leurs syndicats SUD et CGT, samedi 14 novembre. Avant le départ devant l'hôpital Trousseau, des salariés de plusieurs autres centres parisiens d'IVG menacés ou récemment transférés, avaient apporté leur solidarité à la lutte pour la réouverture du centre d'IVG de Tenon. Avec deux autres centres, déjà fermés, ces établissements assuraient un quart des IVG d'Île-de-France. L'idée d'un collectif unitaire a déjà été reprise dans le 12^e arrondissement, où une deuxième réunion d'organisation se tiendra le 19 novembre en défense du centre IVG de Saint-Antoine et une initiative similaire se discute à Avicenne (Bobigny). Pour défendre les centres d'IVG de proximité, et faire ainsi reculer la

direction des hôpitaux de la région parisienne (APHP), présidée par le PS, il faut développer ces collectifs et leur coordination.

ACCIDENTÉS DU TRAVAIL, EH BIEN PAYEZ MAINTENANT... Vendredi 13 novembre, les députés UMP ont voté la fiscalisation des indemnités d'accidents du travail. Et comme à chaque fois c'est au nom de la «justice sociale» que la Sarkozy nous a pondu cette mesure de régression sociale. Comme si les salariés étaient responsables des accidents du travail. Mais contrairement à ce que clament les défenseurs de la mesure, les salariés victimes d'accidents ne touchent pas plus que leur salaire. Ainsi, pendant les 28 premiers jours, les indemnités ne représentent que 60% de celui-ci puis 80% à partir du 29^e jour. Sans parler de tous ceux qui ne pourront plus exercer leur métier et qui auront du mal à retrouver tout simplement un emploi. S'il s'agit de renflouer la Sécu, la justice sociale, consisterait à augmenter la cotisation des entreprises destinée aux accidents du travail et à surtaxer tous les patrons qui se moquent de la vie de leurs salariés. Cela les pousserait sûrement à prendre les mesures de sécurité nécessaires pour que les accidents ne se produisent plus.

Nos emplois, pas leurs profits!



PHILIPS DREUX AUX CÔTÉS DES SALARIÉS

Des militants de nombreuses entreprises en lutte se sont retrouvés à Champhol pour une journée de solidarité à l'appel de la CGT du site.

Samedi 14 novembre, des travailleurs de Continental, de Molex, de Ford, de Freescale, de Renault, de Radio France, des travailleurs sans papiers, de Solidaires en inconditionnels de la solidarité ouvrière se sont retrouvés à Champhol (Eure-et-Loir) pour répondre à l'appel du syndicat CGT Philips EGP Dreux, afin de soutenir les Philips dans leur difficile combat pour le maintien de leurs emplois. Malheureusement, on n'en dira pas autant des responsables des structures syndicales de la CGT : unions locale et départementale, union des syndicats des travailleurs de la métallurgie et fédération de la métallurgie brillaient tous par leur absence. Car, à quelques kilomètres de la cathédrale de Chartres la rentabilisation motivée par la chasse aux profits n'a pas attendu la « crise » pour détruire des milliers d'emplois. Rien que pour Philips, on est passé de 4000 emplois sur les trois sites de la région au début des

années 2000 à moins de 300 aujourd'hui à EGP Philips Dreux, avec la perspective d'une fermeture complète dans les mois qui viennent. Et ce n'est pas faute d'une défense acharnée pour le maintien de ces sites par les salariés. Depuis des années, grèves, mobilisations régionales, batailles juridiques... tout a été tenté pour bloquer la machine destructrice d'emplois. Malgré la défaillance des autres syndicats de l'entreprise, la CGT s'est battue sans relâche pour la mobilisation massive des salariés de Philips. Car comme partout, derrière ces emplois directs supprimés, ce sont des milliers d'autres qui ont été liquidés avec l'installation dans le chômage et la misère de milliers de familles. Et pendant ce temps-là, le groupe Philips annonce un bénéfice record au 3^e trimestre 2009 de 176 millions d'euros soit trois fois celui du 3^e trimestre 2008. Quant au bénéfice d'exploitation, ce dernier a été multiplié par six et s'élève à 344 millions d'euros. Avec onze semaines de grève en 2008, salariés et mi-

litants se retrouvent dos au mur. Après avoir dans un premier temps gagné le paiement des jours de grève, un jugement en appel a annulé cette décision et condamne les salariés à payer les frais des deux procédures! Conscients de l'impossibilité de gagner en restant isolés, les militants de la CGT Philips avaient parcouru l'hexagone pour soutenir et encourager tous leurs camarades en lutte ces derniers mois. C'est ainsi qu'ils ont croisé Manu et ses camarades à Clairoix avec les Conti, les Ford à Bordeaux, les New Fabris à Châtelleraut, etc., qui leur ont rendu la politesse samedi dernier. Ce fut une belle journée de solidarité ouvrière où les soutiens furent accueillis chaleureusement par plusieurs dizaines de salariés d'EGP avec saucisses, merguez, sandwiches et boissons, musiques et débats. En fin de matinée, les militants présents ont remis en débat l'urgence d'une centralisation des luttes tout en respectant les rythmes nécessaires à une construction transparente et démocratique,

conditions indispensables pour des actions efficaces. L'après-midi, après des messages de soutien émouvants des militants des entreprises présents, un débat était organisé avec la participation de toutes les forces de gauche locales. Comment empêcher tous les licenciements, quelle politique industrielle, quelles propositions de reconversion, comment centraliser les luttes dispersées qui restent isolées? Autant de questions débattues une nouvelle fois avec le sentiment qu'il est grand temps d'arrêter le massacre. Alors tous se sont engagés à rester en contact, à s'épauler dans les jours, les semaines, les mois qui viennent. Pour apporter notre détermination, notre volonté politique pour la construction du « tous ensemble » seul capable de faire reculer patrons et gouvernement. L'après-midi s'est terminée en musique pour nous rappeler que la lutte, cela peut être aussi des moments de solidarité et de festivité.

Correspondant

De l'argent, il y en a!
Après avoir reçu 20 milliards d'euros de l'État depuis le début de la crise, les profits des banques s'accroissent. BNP vient d'annoncer un bénéfice net de 1,305 milliard d'euros au troisième trimestre, la Société Générale, 426 millions d'euros pour la même période et pour le groupe Crédit Agricole, le bénéfice s'élève à 663 millions d'euros. Vous avez dit crise ?

LUTTE DES CLASSES LA PREUVE PAR A+B

QUELQUES mois à peine après les déclarations de Sarkozy sur l'aspect dorénavant invisible des grèves en France, les conducteurs RATP et SNCF des lignes A et B viennent de rappeler qu'on peut déclarer, écrire, se vanter de la fin de la lutte des classes, elle n'en demeure pas moins toujours là et encore vivace. En effet, les trois grèves qui se sont déroulées dans la semaine du 9 novembre ont toutes, par leur ampleur ou leur dénouement, de quoi redonner courage à ceux qui luttent. Sur la ligne A du RER, la grève de 24 heures à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales portait sur les conditions de travail et de rémunérations des agents et a été très fortement suivie. Parallèlement, deux autres grèves sur le RER B concernaient les agents RATP et SNCF car cette ligne est exploitée dans sa partie sud par la RATP et dans sa partie nord par la SNCF. Si les revendications des agents RATP portaient sur une meilleure rémunération et celles de la SNCF sur de meilleures conditions de travail, dans les deux cas une même logique était à l'œuvre: ne pas avoir peur de revendiquer une vie meilleure, même en temps de crise. Comme à l'accoutumée, les médias et certains politiques se sont focalisés sur la gêne occasionnée pour les voyageurs, nous ressortant le discours de la prise d'otages et de l'impérieuse nécessité de durcir la loi sur le service minimum. Ils étaient bien moins nombreux à se faire l'écho des revendications des grévistes. Pourtant quel est le travailleur, usager du RER ou pas, qui ne pourrait se reconnaître dans la revendication des grévistes sur le pouvoir d'achat et les cadences de travail toujours plus dures? Il faut avoir une dose de mauvaise foi inouïe pour ne pas se rendre compte que ces revendications sont partagées par l'ensemble des travailleurs. À croire qu'il est bien plus politiquement correct de se focaliser sur la colère des usagers que d'éclairer les travailleurs sur le chemin à prendre. Surtout lorsque ce chemin mène à la victoire. Car les collègues de la SNCF, à l'appel des syndicats SUD-rail et FO, pourtant lâchés par les fédérations CGT et CFDT la veille de la grève, mais heureusement pas par les grévistes, ont gagné sur l'ensemble de leurs revendications au bout de quatre jours. La direction de la RATP, deux jours plus tard, cédait elle aussi. Ce sont deux victoires très importantes que viennent d'arracher nos camarades. Victoire contre le fatalisme d'une part, victoire également sur les manœuvres bureaucratiques de syndicats parfois plus prompts à vouloir éviter une grève qu'à la préparer, mais c'est enfin et surtout une victoire concrète, un exemple vivant qui doit et devra faire des petits dans les semaines à venir.

Fabien Sacor

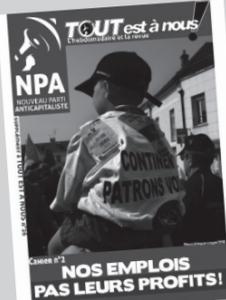
ACCORD RAISONNABLE CHEZ CHAFFOTEAUX. Après environ cinq mois de lutte, l'occupation de l'usine contre les 206 licenciements a pris fin le 5 novembre dernier. Les salariés ont accepté le « plan social » de la direction qui prévoit des mesures de congés de reclassement pour tous, payés 90% du salaire net, une prime de 25 000 euros à ajouter aux indemnités légales de licenciements, le maintien du salaire jusqu'à la fin de l'année et celui de la mutuelle et de la prévoyance jusqu'en 2014 pour les plus âgés. Alors certes, on ne peut pas parler de victoire, car les licenciements auront lieu mais les salariés de Chaffoteaux comme ceux de Continental peuvent être fiers de leur lutte et de ce qu'ils ont arraché à la direction. Et ce n'est pas terminé: une assemblée générale doit avoir lieu le 20 décembre prochain ainsi qu'une fête de la lutte le 18 décembre prochain.

CAMPAGNE EMPLOI - RÉUNIONS PUBLIQUES

Dans le cadre de la campagne Nos emplois, pas leurs profits, plusieurs réunions publiques sont organisées.
Le 26/11 à Fontenay-Sous-Bois (94) avec Sandra Demarcq.
Le 27/11 à Vesoul (51) avec Yvan Zimmermann
Le 10/12 à Pantin (93).
Le 11/12 à Lons-le-Saulnier (39).
Le 12/12 à Rennes (35).



NOS EMPLOIS, PAS LEURS PROFITS!



Une nouvelle brochure du NPA est parue. Un véritable outil d'argumentation sur les solutions du NPA pour l'emploi. Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de:
NSPAC
2 rue Richard-Lenoir
939100 Montreuil

Les articles que nous

présentons dans cette double page illustrent les diverses attaques que le gouvernement est en train de mener contre le service public d'éducation. Elles ont en commun la rentabilisation et la réduction des garanties que le service public offre, malgré ses défauts, aux élèves, à leurs parents et aux personnels. Nous évoquons aussi brièvement des pistes pour que l'école change en positif.

Lorsque l'on prend connaissance de l'ampleur des remises en cause, opérées ou en préparation, on s'étonne de constater qu'aucune action significative n'a été menée depuis la rentrée. Ce manque de réaction syndicale est inquiétant.

Dans ce contexte, la grève du 24 novembre peut constituer le point de départ d'un renouveau de l'action. À condition qu'elle débouche sur un plan de mobilisation impliquant une reconduction rapide. Au contraire de l'an dernier, où il a fallu attendre deux mois après une mobilisation réussie pour repartir à l'action. Pour le moment, cette grève rassemble la FSU – qui en est à l'initiative –, Sud-Éducation et la CGT. Le même jour aura lieu la grève intersyndicale pour la défense du service public de la poste, occasion de la convergence espérée.

En effet, face à la détermination des gouvernants, il faut une réaction combative, comme celle des lycéens qui ont fait reculer Sarkozy-Darcos sur la réforme des lycées l'an dernier, et unitaire comme lors de la mobilisation pour la poste début octobre.

TOUS ENSEMBLE

**de la maternelle à l'université
Grève nationale
dans l'Éducation**

MARDI 24 NOVEMBRE

ÉDUCATION ÉTAT DE



**L'ÉCOLE DONT
NOUS NE VOULONS PAS**

L'enfant est sommé de «réussir», d'être le meilleur. Le système impose à l'enfant de faire mieux que son voisin, comme si l'éducation se résumait à un entraînement sportif. L'idée même que l'école du quartier forge une culture commune et une éducation à vivre ensemble s'efface dans ce système, qui s'attaque à l'idée d'un progrès qui permet à tous d'avancer, mais pas d'un même pas. La télé sort chaque jour des exemples pour matraquer cela : trois jeunes de Montfermeil vont à Sciences Po ? Mais en même temps, il faut maintenant avoir bac + 5 pour devenir instit. Il y a 50 ans, avec le brevet, on se faisait

payer trois ans d'études pour être instit, ce qui a aidé des milliers de jeunes d'origine populaire.

Face à la promotion constante de l'ambition personnelle, il faut restaurer la coopération, le bien-être des enfants, l'entraide, le refus de l'orientation avant 18 ans, l'ouverture d'une école commune refusant le tri social et la sélection actuels.

Nous devons porter le projet d'une école émancipatrice, qui pourrait nous guider vers d'autres pratiques, afin de permettre aux enfants d'apprendre sans se soumettre et sans concurrence entre eux.

HARO SUR LA LAÏCITÉ

Sarkozy a défini sa conception d'une «laïcité» ouverte dans ses discours : le catholicisme au-dessus des autres religions..., le curé au-dessus de l'instituteur, l'enseignement privé au-dessus du public...

Fin septembre 2009, une proposition de loi dite Carle «*tendant à garantir la parité entre les écoles publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence*» a été votée par l'Assemblée nationale. Le principe de «parité» entre école publique ou privée, inscrit dans la loi pour la première fois, n'a aucun fondement juridique et participe de fait au démantèlement du service public. Cette nouvelle concession faite

au privé institue une obligation de financement sans accord préalable de la commune de résidence. Pour le public, un accord préalable de ladite commune doit répondre à des critères dérogatoires définis. Pour le privé, on oblige, sans autorisation préalable, les communes de résidence à prendre en charge les exigences des parents, qui refusent le service public et scolarisent leurs enfants dans le privé hors commune. Par ailleurs, le projet de budget 2010 prévoit la suppression de 14000 emplois dans le public et 1400 emplois dans le privé (au lieu de 2800 en proportion). Pour la défense du service public d'éducation, nous devons exiger une seule école : l'école publique laïque et gratuite !

iments

NATIONALE ES LIEUX



UNE ÉCOLE DE GENRE

Les médias répétant à l'envie, avec raison, que les filles réussissent mieux que les garçons à l'école, on peut se demander alors pourquoi les rôles s'inversent dans la vie courante... Les inégalités flagrantes d'orientation et de socialisation l'expliquent. Les statistiques notent une division sexuée des filières, parfois criantes. En classe de première, les filles représentent 97% des effectifs de la filière sanitaire et sociale et ne sont que 6% à suivre l'option informatique et systèmes de production. Le même problème existe en filière professionnelle, où la répartition filles-garçons est pourtant presque équitable : les filières du service sont

constituées à 70% de filles, contre 13% pour les filières de production. Ainsi, le cliché essentialiste visant à accorder aux filles les qualités nécessaires pour travailler dans le secteur tertiaire est alimenté par l'orientation sexuée des élèves. De manière générale, et ce depuis la maternelle, l'école reproduit les genres comme elle reproduit les inégalités sociales : certains manuels scolaires véhiculent encore l'image de la femme au foyer, et même les programmes incitent à ne parler que des «grands Hommes de l'Histoire». Quelle est notre part de responsabilité en tant que parent-e-s, enseignant-e-s, militant-e-s?

SURVEILLER ET PUNIR

La question de la sécurité revient faire l'actualité avec la mise en place des «équipes mobiles de sécurité» dans les établissements scolaires. La polémique masque pourtant une réalité déjà bien en place avec la multiplication des caméras dans les établissements, le «retour à l'ordre» et un contrôle social de plus en plus étroit, sur le plan idéologique, avec le formatage des esprits, et sur le plan juridique, avec la répression et la criminalisation des jeunes. Les affaires Tristan Sadeghi (menace de refus de réinscription) et Lou Jatteau (traîné devant les tribunaux par sa proviseure) sont là pour en témoigner. Avec le retour de l'autorité non pas des sa-

voirs mais du maître, cette mise au pas de la jeunesse se poursuit au sein même des classes. Le fichage des élèves dès le plus jeune âge (fichier Base élève, livret de compétences) ainsi que la traque des sans-papiers participent de cette nouvelle mission de contrôle dévolue à l'école. Alors que l'on supprime des milliers de postes dans l'éducation, le tout-sécuritaire ne peut répondre à l'urgence sociale et remet en cause la mission même de l'école. Ni «sanctuaire» ni prison : celle-ci doit au contraire s'ouvrir au monde et aux autres et refuser la logique de la peur.

LES STATUTS? AUX OUBLIETTES!

L'objectif du gouvernement est de privatiser tout ce qui peut l'être, de profiter des départs en retraite pour engager une réduction drastique du nombre de fonctionnaires, de transformer les établissements en structures autonomes et concurrentielles (demain gestionnaires de leurs «ressources humaines» – vocable qui indique bien que les salariés ne sont qu'une marchandise sur le marché du travail –), de faire exploser la précarité (payer moins pour faire travailler plus). Pourquoi donc s'encombrer de ce satané statut de la fonction publique? En 2003, des agents ont été priés (sans ménagement) d'aller voir du côté de la fonction publique territoriale. Les enseignants

n'auront pas trop de temps à attendre. Au banc d'essai (et au ban de Péresse), l'enseignement supérieur. La loi LRU permet aux universités, désormais simples entreprises, de «manager» à leur guise. La fameuse «mastérisation» de la formation des enseignants des premier et second degrés sera d'abord une fabrique de précaires, permettra ensuite de se passer tout simplement du recrutement par concours... Et ciguë de l'été sur le gâteau : la loi de mobilité instaure le fonctionnaire jetable! Après le passage d'Attila Sarkozy, l'emploi public ne repousse pas... Il est temps d'arrêter les barbares!

ORIENTATION ET SÉLECTION

Dans le système scolaire français, les trois voies de formation (enseignement général, technologique et professionnel) ne sont pas considérées également. L'orientation est d'autant plus souvent synonyme d'échec qu'elle intervient plus tôt! La fin du collège dit «unique» a de ce point de vue renforcé cette orientation par l'échec. Ainsi, on envoie vers l'enseignement professionnel celles et ceux qui «ne peuvent pas suivre» et qui ne sont pas «faits» pour l'école (l'école est-elle faite pour eux?). L'orientation se fait aussi par défaut. De nombreux jeunes sont orientés vers des filières qu'ils n'ont pas choisies, simplement parce qu'il y avait des places libres ou parce qu'elles offriraient des «débouchés» (mais en

cette période de crise, l'argument devient difficilement vendable), sans tenir compte des goûts des élèves ni de leurs motivations. Ce n'est bien sûr pas le personnel chargé de l'orientation qui est en cause, mais bien la conception même du système éducatif et son organisation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, dans le projet de réforme des lycées, le service public d'orientation est remis en cause au profit de la généralisation de plateformes numériques qui, elles, ne requièrent pas de discuter avec les jeunes! Et l'orientation en cours de cursus, sous prétexte du «droit à l'erreur» et à la «réorientation», risque de conduire vers la voie professionnelle les élèves les plus fragiles et de renforcer le tri social.



AUTRICHE UNIVERSITÉS EN ÉBULLITION

Depuis début octobre, une importante mobilisation étudiante se déroule en Autriche.

LE 22 OCTOBRE,

à l'issue d'une manifestation contre le processus de Bologne¹ et la soumission du système universitaire aux lois du marché, les manifestants ont décidé d'occuper jour et nuit le grand amphithéâtre de l'université de Vienne. Ce mode d'action, fréquemment utilisé dans d'autres pays, était nouveau pour les étudiants autrichiens, réputés «sages». La nouvelle de l'occupation s'est répandue comme une traînée de poudre dans le pays et les étudiants ont occupé les plus grands amphithéâtres de Graz, Innsbruck, Linz et Salzbourg. Ils refusent l'application de la réforme bachelor²/master, les amphis surchargés, la marchandisation de l'Université, l'introduction de droits universitaires et la sélection à l'entrée de certaines filières. Pour eux, toutes ces mesures visent à accentuer encore la sélection sociale dans les universités. Les occupants ont reçu le soutien du syndicat des professeurs d'université. Les étudiants refusent aussi la précarisation croissante du personnel technique, administratif et des chercheurs.

Le gouvernement de coalition SPÖ et ÖVP (sociaux-démocrates et chrétiens-sociaux) a répondu aux étudiants qu'il n'avait pas d'argent, tout en accordant cependant 40 millions d'euros aux universités, somme bien insuffisante, en regard des milliards qu'il a su trouver pour «sauver» les banques. Le mouvement ne s'essouffle pas et cherche à rallier d'autres couches comme les éducatrices de jardins d'enfants, qui se battent depuis des mois pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Le 12 novembre, une manifestation a réuni, dans le centre de Vienne, étudiants et métallos. À l'étranger, la solidarité s'organise déjà, comme à Budapest et en Allemagne. En Allemagne, un mouvement d'occupation d'universités s'étend de jour en jour à Heidelberg, Munich, Münster, Potsdam et Berlin. Ce mouvement qui gagne l'Allemagne va s'amplifier jusqu'au 17 novembre, déclaré journée nationale de grève dans toutes les universités allemandes ainsi que dans d'autres pays d'Europe. En Allemagne, en Autriche, comme dans tous les autres pays européens, la volonté d'imposer les lois du marché à l'université est inacceptable.

Gérard Torquet

1. Lors de la conférence de Bologne, en juin 1999, 29 pays européens lançaient un processus visant à construire un espace européen de l'enseignement supérieur. Cette unification sert de prétexte à la mise en place de réformes libérales.
2. Licence.

TUNISIE - MAROC GUERRE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

En Tunisie comme au Maroc, une vague de répression de grande ampleur frappe tous ceux qui veulent faire entendre une voix discordante ou oppositionnelle.



Le président tunisien Ben Ali, conforté par la mise en scène de sa «réélection» comme dictateur, intensifie la pression de sa police sur le pays. Alors que la télévision et la presse sont entre ses mains, il veut réduire au silence tous ceux qui cherchent à donner un point de vue indépendant du pouvoir. La répression actuelle, si elle n'est pas nouvelle dans ce pays, est aujourd'hui officiellement justifiée et revendiquée par la dictature. Elle est large et systématique. Qu'on en juge : les journalistes Taoufik Ben Brik et Zouhaïer Makhlouf sont écroués, la blogueuse Fatma Riahi a été interpellée et est poursuivie, les journalistes Mouazz Elbey et Slim Boukhdhir ont été agressés, les journalistes Lotfi Hajji et Mouldi Zouabi sont harcelés, Florence Beaugé, journaliste du *Monde*, a été refoulée, la journaliste Manuela Gumucio a été expulsée, Mohammed

Soudani, qui avait accordé une interview à une journaliste étrangère, a été condamné à quatre mois d'emprisonnement. La chaîne satellitaire Al Jazira est censurée, les blogs (dawwen.blogspot.com, fatma-arabica.blogspot.com, rafiik.blogspot.com, kitab.nl, elclandestin.blogspot.com, moncefmarzouki.com, etc.) sont effacés. Les sites web reveiltunisien.org et nawaat.org sont piratés. Le numéro pré-électoral du journal *Ettarik Eljadid* a été saisi et les locaux de Radio 6 assiégés. Sans compter les mesures qui perdurent : privation de passeport pour le journaliste Slim Boukhdhir, le blogueur Mokhtar Yahyaoui. La fondatrice de Radio Kalima, Sihem Ben Sedrine, est déférée en justice, le journaliste Abdallah Zouari est banni au sud du pays, le journaliste Fahem Boukaddous est condamné par contumace et contraint à la clandestinité.

Le constat n'est guère plus riant au Maroc où il ne fait

pas bon évoquer la famille royale. Le véritable harcèlement du Palais témoigne de la crispation du pouvoir. Il a déclenché l'instrumentalisation de la machine judiciaire : emprisonnement, amendes, fermetures de locaux, saisie de publications...

En août, les revues *Tel Quel* et *Nichane* ont été sanctionnées pour avoir réalisé, en partenariat avec *Le Monde*, un sondage sur le bilan des dix ans de règne de Mohamed VI. Bien que les résultats s'apparentaient à un plébiscite, 100 000 exemplaires ont été détruits et *Le Monde* interdit. En octobre, Tawfik Bouachrine, directeur de *Akhbar Al Youm*, et Khaled Gueddar, caricaturiste, se sont vu infliger des peines de prison avec sursis et 270 000 euros d'amende, ce qui met la survie de leur journal en danger. Ils sont condamnés pour un dessin portant atteinte à l'emblème du royaume et au cousin du roi. Le patron de l'hebdo *Al Michael* a écopé d'un an de prison ferme, et trois mois

pour deux des journalistes, avec amende, pour avoir évoqué l'état de santé du roi.

Pour atteinte à l'intégrité territoriale, le journaliste sahraoui Mustafa Abdedayem est détenu depuis octobre 2008. Les maltraitements subies en prison ont nécessité son hospitalisation à Tiznit. D'autres journaux sont asphyxiés financièrement par des amendes faramineuses pour n'avoir pas ménagé les puissants.

C'est en soutien de cette presse en danger que le collectif Maghreb Solidarité appelle à un rassemblement mercredi 18 novembre, place de l'Opéra, à Paris.

Gisèle Felhendler (Maroc)
et Luiza Toscane (Tunisie)

et aussi

TUNISIE : VICTOIRE À GAFSA. Le soulèvement social de la région de Gafsa, en 2008, a subi une répression féroce, avec des procès iniques et de lourdes condamnations injustes. La résistance des détenus, le combat des femmes et des syndicalistes et la mobilisation internationale ont eu raison de l'arbitraire. 68 prisonniers ont ainsi été libérés le 5 novembre. C'est une victoire, même si leur libération n'est que conditionnelle et les poursuites maintenues à l'encontre des quatre condamnés par contumace. La lutte continuera tant que les libérés ne seront pas réintégrés dans leurs droits et fonctions, tant que justice ne sera pas rendue aux jeunes manifestants morts lors des affrontements, tant que les problèmes sociaux, économiques et écologiques à l'origine du mouvement ne seront pas réglés et que le harcèlement des habitants de Redeyef ou de ceux contraints à fuir à l'étranger ne cessera pas. Le porte-parole du mouvement, Adnane Hajji, libéré, annonce sa volonté de reprendre le combat.

RUSSIE : RÉPRESSION DES MILITANTS. Des militants de gauche en Russie, dont des camarades du groupe Vpered («En avant»), ont lancé une lettre ouverte pour protester contre la vague de répression, au nom de la lutte contre l'«extrémisme», qui touche tous les militants sociaux, démocratiques ou syndicalistes de la fédération de Russie. À l'automne 2008, a été constituée, au sein du ministère de l'Intérieur, une unité spéciale de police, le Centre pour la prévention de l'extrémisme (appelé Centre E). Il est aujourd'hui en activité dans toutes les régions de la fédération russe. Ses agents utilisent toutes les provocations pour pouvoir ensuite déclencher des poursuites judiciaires contre les militants. Un des exemples ridicules de cette pratique est celui d'une organisation des droits civiques de Novorossisk, accusée d'extrémisme car des «témoins experts» ont détecté un slogan crié durant un rassemblement : «les droits ne sont pas donnés, il faut les prendre!». Lire la lettre ouverte complète sur www.npa2009.org.

QUAND COPÉ ET ESTROSI DÎNENT AVEC LE DIABLE. «Les Palestiniens sont une sorte de cancer. Il y a plusieurs manières de traiter le cancer. Certains pensent qu'il faut amputer des membres, mais moi, pour le moment, je me contente de leur faire une chimiothérapie.» Ces paroles sont de Moshe Yaalon, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne. Il s'était rendu tristement célèbre pour avoir commandé en 1996 à Qana, au Sud-Liban, le bombardement d'un bâtiment placé sous la protection des Nations unies, massacrant plus de 100 villageois, hommes femmes et enfants. Ce criminel de guerre qui ne peut plus se rendre en Angleterre ni en Belgique, de crainte d'y être arrêté et déferé au Tribunal pénal international, ose venir s'afficher à Paris ce jeudi 19 novembre, lors d'un dîner exceptionnel de l'Association France-Israël dont il sera l'invité d'honneur... en compagnie de Christian Estrosi et Jean-François Copé. Souhaitons-leur une bonne indigestion et quelques cauchemars en souvenir des martyrs de Qana!



CINÉMA

À L'ORIGINE/Xavier Gianoli

Pour tous, il est l'homme providentiel, venu reprendre les travaux de l'autoroute qu'une multinationale avait abandonnés deux ans avant, laissant la région sinistrée et le taux de chômage exploser. Mais lui n'est qu'un petit escroc qui cherche à se faire un peu d'argent, en roulant les gens du coin. Jusqu'à ce que sa petite arnaque prenne de l'ampleur et le dépasse, que la détresse et la générosité de ceux qu'il est censé rouler l'émeuvent et qu'il se prenne lui-même de passion pour cette route qui ne mène nulle part. Comme dans les meilleurs Ken Loach, ce sont deux visions du monde que fait s'opposer Xavier Gianoli dans son dernier long métrage. Celle d'un monde dominé par l'argent, et celle d'un monde fait pour l'humain. François Cluzet, magistral, apprendra à ses dépens qu'elles ne sont pas conciliables.

Aurélien Smirnoff



LIVRES

GOING UNDERGROUND. PUNK AMÉRICAIN 1979-1992/George Hurchalla/RYTRUT/384 PAGES/20 EUROS

Après la genèse new-yorkaise (Ramones et cie) et la réplique anglaise (Sex Pistols, The Clash...), une sorte de nouvelle vague punk a fini par s'enraciner en profondeur aux États-Unis, plus « provinciale » et moins snob. Souvent également qualifié d'« hardcore », cette mouvance fut portée par quelques groupes phares novateurs comme les Bad Brains, les Dead Kennedys ou encore Minor Threat. Enfant de la révolution conservatrice de l'ère Reagan et de la contre-culture skate, elle marqua profondément des artistes aussi divers que Nirvana ou les Beastie Boys. Ce livre, écrit par un des acteurs de l'épopée, raconte avec une riche iconographie cette aventure musicale de rage adolescente et de révolte juvénile au cœur de l'autre Amérique.

King Martov



BD

J'AI LE CERVEAU SANS DESSUS DESSOUS/David Heatley/DELCOURT/32,50 EUROS

Dans la veine des BD introspectives US, David Heatley raconte sa vie, crûment, du côté des fantasmes et des angoisses, de manière à la fois méthodique et décousue. Les différents chapitres décomposent ses obsessions. Tout d'abord, le sexe. Il part quasiment du bac à sable pour le récit systématique de toutes ses expériences amoureuses ou sexuelles. Puis, les Afro-Américains, pour lesquels il éprouve, en tant que jeune Américain des classes moyennes, un mélange de fascination et de crainte. Enfin, sa famille (père et mère en prennent pour leur grade). Cette suite d'anecdotes ou de tranches de vie, dans un nombrilisme lucide d'autodérision, prend une cohérence qui expose le politiquement correct et expose de manière grinçante contradictions et frustrations de la société américaine.

Sylvain Pattieu



LIVRES

LETTRES À AUBE/André Breton/GALLIMARD/184 PAGES/26 EUROS

« Rappelle-toi qu'un des plus grands principes philosophiques auquel aussi bien les surréalistes que les marxistes, par exemple, ont adhéré, c'est que la liberté est la nécessité réalisée », écrivait André Breton à sa fille unique, Aube, le 13 juillet 1956 (en 1935, l'état civil avait refusé qu'il la prénomme Dialectique...). Ses *Lettres à Aube*, correspondance inédite et destinée d'abord à le rester, présentent l'image sincère d'un Breton doublement père, à la fois du surréalisme et d'une fille à qui, dès ses premiers mois, il avait souhaité d'être « follement aimée ». Livre charmant, avec des dessins, des poèmes, des cartes postales, et une pensée toujours entre rigueur et émerveillement, pour surmonter les avanies de l'existence quotidienne... et payer d'exemple.

Gilles Bounoure



www.grandfutoir.fredleborgne.fr

En réponse au vote de la loi Hadopi, des citoyens ont décidé de manifester en nombre en impliquant tous les acteurs d'internet. L'idée ? Faire une grève du Net durant une heure en coupant puis rallumant sa connexion au même instant ! Cette journée prévue mi-décembre, à la veille de la sortie des décrets d'application, a pour but de les rendre mort-nés avec 100 000 reconnections dans la même minute. Inscrivez-vous pour participer à cette action sur le site !

collectifcontrelespatronsvoyou.com

Ce collectif a été créé pour soutenir toutes les entreprises qui luttent contre les patrons voyous et les actionnaires qui ferment les usines et qui licencient des milliers de personnes. Les salariés de New-Fabris, qui sont à l'origine de ce collectif, mutualisent leurs actions en posant cette première pierre, pour lutter, demain, plus efficacement. Guy Eyerann leur porte-parole rappelle que « dans les prochaines semaines, cette pierre va en appeler d'autres, pour construire une maison qui un jour nous fera entendre partout dans le pays. » Espérons-le !

www.gisti.org

Cette association, spécialiste du droit des étrangers, met à disposition son savoir et ses compétences, le Gisti tient des permanences juridiques gratuites, édite des publications et organise des formations. Dénonçant et attaquant les textes qui méconnaissent les droits fondamentaux des étrangers, le Gisti lutte pour l'instauration d'une véritable égalité de droits entre Français et étrangers, tout en respectant l'autonomie des luttes des immigrés.

1984 BIG BROTHER VOUS REGARDE

La troupe de Sébastien Jeannerot interprète l'adaptation du célèbre roman de George Orwell au Théâtre de Ménilmontant, prolongée jusqu'au 30 janvier. La pièce mêle vidéos sur écrans géants et jeu des acteurs en direct. Entretien avec Sébastien Jeannerot, co-metteur en scène de la pièce.



Comment a démarré le projet de cette adaptation ?

C'est parti de ma rencontre avec Alan Lyddiard, un metteur en scène anglais. Il avait déjà monté la pièce en Angleterre, que j'ai eu l'occasion de voir. Comme pas mal de spectateurs au début, j'étais sur la défensive ; j'entendais qu'on ne masacre pas mon roman préféré... et je suis tombé là-dessus. À partir de ce moment, je n'ai eu qu'une idée en tête : monter *1984*. J'avais une toute petite production naissante, mais je savais que tout ce que j'allais mettre en œuvre à partir de ce jour serait pour monter *1984* en français. Elle a été créée pour le Festival d'Avignon 2008. Victor dos Santos, directeur du Théâtre de Ménilmontant, a vu la pièce, et trois mois plus tard on est partis pour une saison complète ici et on redémarre pour une deuxième saison. L'avenir nous dira ce qu'il adviendra par la suite. Les Anglais ont joué leur pièce pendant près de huit ans. On en est à un an et trois mois... il nous reste un petit peu de temps devant nous !

Vous avez pris le parti d'inclure des notes d'humour dans la mise en scène.

Laisser de temps en temps la place au rire permet aux spectateurs d'évacuer la pression et l'univers anxieux d'Orwell. Quand on lit un roman, on peut le refermer et y revenir. Mais quand on se prend *1984* au théâtre, on n'en ressort qu'à la fin. C'est vrai que le roman d'Orwell n'a rien d'humoristique, mais l'adaptation tendait de temps en temps à faire souffler un peu le spectateur. Il a besoin de s'échapper cinq secondes pour pouvoir mieux se reconcentrer sur les phrases cultes du roman, qui le poussent à la réflexion face à cette société totalitaire.

Justement, les thèmes de *1984* sont toujours d'actualité. C'est ce qui vous a principalement intéressé pour en faire l'adaptation ?

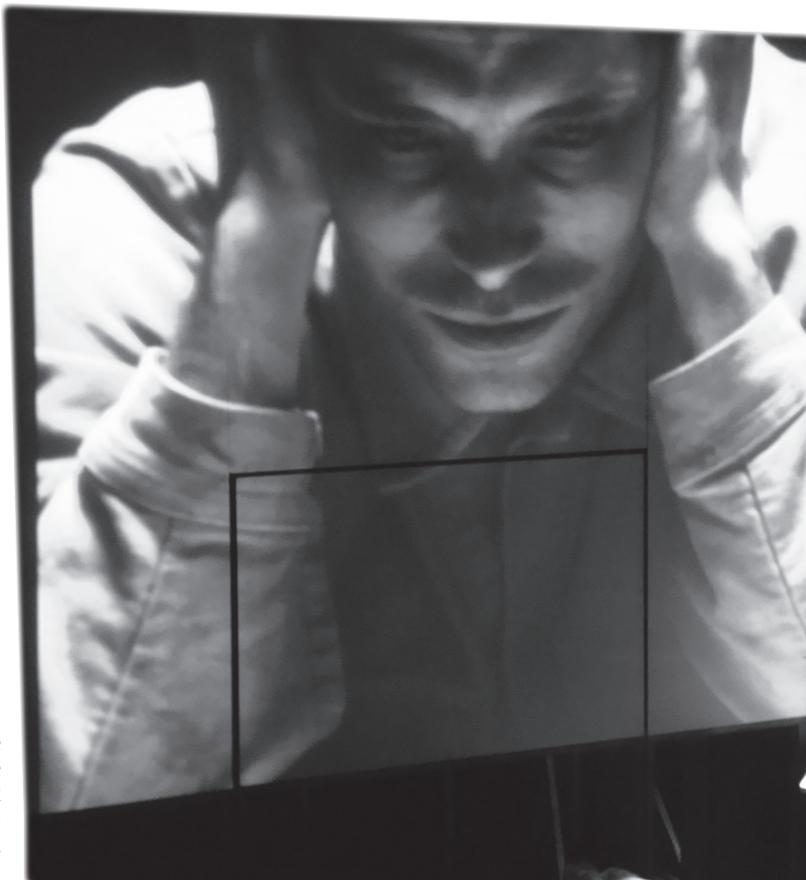
Evidemment. C'est pour ça que j'ai choisi d'écrire ma grammaire cinématographique quelque part à un moment donné, et pas dans les années 1950 sous le stalinisme. Ça ne m'intéresse

pas de parler de l'histoire parce que le spectateur pourrait s'en servir pour dire « oui mais c'est du passé, aujourd'hui on est passé à autre chose ». Or, malheureusement, Orwell est encore visionnaire et le monde qu'il a décrit est peut-être déjà là, arrivera, ou a toujours existé.

Aldous Huxley a, à mon sens, imaginé la société anté-atomique, alors qu'Orwell a imaginé un monde post-atomique, ce qui se passera après. Une fois que le pouvoir n'aura plus d'autre moyen pour se préserver contre les masses, il organisera un génocide mutuel à coups de bombes atomiques, pour replonger les masses dans la peur et recommencer à les contrôler, sous prétexte de les sécuriser. Si les blocs cherchaient véritablement à créer la paix éternelle, ça se saurait. Ces blocs sont bien là pour créer une guerre éternelle, pour eux contre nous, et non pas pour nous contre d'autres lambdas. Nous sommes des lambdas. Et on nous fait croire que l'ennemi, c'est celui qui habite dans un petit 25 m², qui a du mal à payer son loyer et qui vit à 20 000 bornes d'ici. Le Chinois qui travaille dans son champ, je ne lui veux pas de mal, il ne me veut pas de mal. Mais sous couvert de drapeaux, on érige des barricades pour que les hommes se détruisent. Je suis un peu moins enthousiaste et rêveur que Winston [le personnage principal de la pièce ndlr]. La mondialisation ne sert pas à créer la paix éternelle, mais bien à concentrer les forces de deux ou trois grandes puissances qui s'affronteront éternellement.

Propos recueillis par Gilles Pagaille

« 1984, Big Brother vous regarde »
Théâtre de Ménilmontant
15, rue du Retrait, Paris 20^e



Winston Smith, interprété par Sébastien Jeannerot. (DR)



PETIT MANUEL À L'USAGE DE CEUX QUI VONT ATTRAPER LA GRIPPE (ET DES AUTRES)

GÉRARD CHAOUAT ET PATRICK SILBERSTEIN

ÉDITIONS SYLLEPSE

122 PAGES
7 EUROS



LE PETIT livre de nos camarades Chaouat et Silberstein, toubib de terrain pour l'un et directeur de recherche en médecine au CNRS pour l'autre, arrive à point pour nous faire pénétrer les arcanes de cette « pandémie ». Que se cache-t-il derrière les grandes manœuvres gouvernementales hyper médiatisées? N'y trouverait-on que la collusion des politiques et des industriels de la pharmacie? Car tout de même, 94 millions de doses à plus de 6 euros l'unité, ça fait un pactole... que se partagent Sanofi, Novartis, GSK et Baxter avec la bénédiction de notre Docteur en Pharmacie de ministre de la Santé Bachelot. Évidemment cela n'a aucun rapport, circulez y a rien à voir, encore moins à compter : sur les 808 millions dépensés, 650 refilets aux labos précités (choisis en toute objectivité bien sûr)... Seuls les mal embouchés feront la soustraction. Sainte Roselyne a même cité Luc lundi dernier, lors de sa conférence de presse : « *De même, je vous le dis, il y aura plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent, que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de repentance.* » (Luc 15 : 7). Espérons qu'en matière de deniers publics, elle sera parmi les justes... Car l'état de notre système de santé n'est pas brillant, vous avez pu suivre dans votre journal préféré les avanies de l'application du plan ministériel de cassage systématique du service public appelé « *Hôpital, patients, santé et territoires* ». Nos deux auteurs font l'état des lieux, objectif, systématique et cela n'est pas gai, on s'en doutera. Car l'épidémie est là, d'après eux on n'y coupera pas. La part consacrée à la partie technique-médicale est passionnante, pédagogique et convaincante.

Antoine Detaine

Signature le 24 novembre, dès 18h30 à la librairie La Brèche

27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

PERSONNES ÂGÉES LA MALTRAITANCE EN QUESTION

La Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées du 15 juin a révélé une recrudescence des mauvais traitements envers les adultes âgés. Pendant longtemps, celle-ci a été sous-estimée, ainsi que la place de vie de nos aînés.



L'affaire de la maison de retraite à Bayonne a relancé la question de la maltraitance des personnes âgées. Rappelons qu'on y avait découvert que les pensionnaires recevaient des coups, étaient sous-alimentés et privés d'hygiène.

Selon Pascal Champvert, président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), « *il y a un mépris dans nos sociétés occidentales pour les vieux, surtout lorsqu'ils sont affaiblis, handicapés ou malades* » (L'Humanité du 24 octobre). Ces violences peuvent prendre des formes différentes, allant de la violence physique (des coups, brûlures ou ligotage), morale (un langage irrespectueux) ou encore matérielle (escroqueries diverses) à de la négligence active ou passive. Selon une étude récente, les lieux identifiés de maltraitance seraient à 38% les institutions, 17% les centres d'aide par le travail (CAT), 13% les foyers. Cette violence touche les personnes vulnérables : les enfants et adultes handicapés et les personnes âgées.

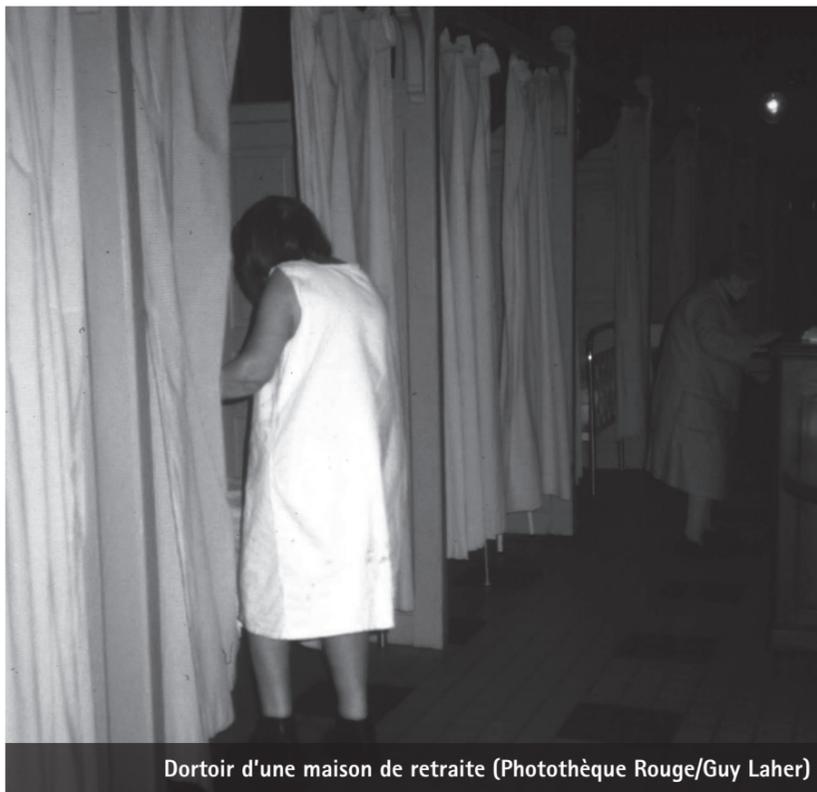
APPELS EN FORTE PROGRESSION

Les signalements de maltraitance sont en augmentation. Le 39 77, numéro d'appel d'urgence pour améliorer le signalement de la maltraitance des personnes âgées et des personnes handicapées, a reçu plus de 12 300 appels en trois mois. La maltraitance envers les personnes âgées et handicapées apparaît de plus en plus au grand jour, un tabou semble être levé. 72% des appels proviennent de femmes qui évoquent notamment la maltraitance à domicile. Les victimes sont des femmes âgées de 76 à 90 ans et 54% des auteurs sont des hommes. Ils auraient entre 41 ans et 61 ans.

Les personnes en situation de handicap téléphonent depuis leur lieu travail et se plaignent de brimades, injures et non-reconnaissance de leur handicap. Les syndicats s'investissent peu dans ce domaine. 25% des appels proviennent des professionnels de terrain qui se trouvent démunis face à des situations de maltraitance. La plateforme, qui comprend l'Alma, dédiée aux personnes âgées, s'est ouverte aux personnes handicapées.

UN DÉFI DÉMOCRATIQUE

Pour un maintien à domicile il faut mettre l'accent sur les aidants familiaux ou employés, et leur formation. Ces aidants, quand ils sont



Dortoir d'une maison de retraite (Photothèque Rouge/Guy Laher)

familiaux, doivent aussi pouvoir concilier leur vie privée et professionnelle. Il faut également développer les structures en institutions. Sur le maintien à domicile, il faut créer des structures à taille humaine pour permettre aux personnes âgées de résider dans des logements privatifs et instaurer un débat « *sur l'opportunité d'assortir le congé des aidants familiaux d'une compensation de la perte de salaire* », dit Michel Coquillion, vice-président de la CFTC. Il est plus que temps d'améliorer la prise en charge des personnes qui résident dans des structures hospitalières. Pascal Champvert s'interrogeait, le 6 mars dernier, dans le journal *La Croix* : « *Comment notre pays va financer son retard en matière d'aide aux personnes âgées?* » De la même manière, Joëlle Le Gall, présidente de la Fédération nationale des associations de personnes âgées et de leurs familles (Fnapaef), réclamait dans *Le Parisien* la création immédiate de 40 000 places dans les établissements. Selon ces associations, tout repose sur les familles et non la solidarité nationale. D'autre part, *L'Humanité* du 6 mars relatait déjà la maltraitance dont sont victimes les personnes âgées dans

certaines maisons de retraite. 50% des personnes âgées hospitalisées et 30% des résidents des maisons de retraite sont mal nourris. En effet, à la source on trouve une accumulation d'inattentions s'apparentant à des maltraitances : préjugés alimentaires qui conduisent à la prescription de régimes trop sévères, horaires inadaptés (repas parfois servi à 17h30), effet anorexigène de la distribution des médicaments, etc. Des patients handicapés ont des difficultés pour mastiquer, ce qui conduit à un état buccal déplorable. Des dentistes pourraient pourtant facilement intervenir en amont. Quand on rentre dans la peau d'une personne âgée, « *on perd ses repères*, raconte D.B. *S'asseoir dans un fauteuil pour nouer ses chaussures, descendre un escalier, ouvrir une boîte de médicament, décapsuler un comprimé, se coiffer, tous ces gestes simples deviennent difficiles voire impossibles* ». Si le degré de civilisation d'une société se mesure à ses engagements envers les plus vulnérables, il est plus que temps de s'intéresser à ce problème pour le résoudre le plus rapidement possible.

Martine Lozano, militante associative

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE 2. O. M. (HAUTE-VIENNE) : Je me permets d'apporter une petite correction à votre article sur les fausses solutions technologiques au réchauffement climatique (*Tout est à nous!* n°29). Il est faux de dire qu'une forêt naturelle stocke du carbone puisque sur un cycle long, les arbres meurent, leur bois se décompose et sa décomposition produit au bout de la chaîne du... CO₂ ! [...] Dernière chose, dans le paragraphe d'après, comparer le stockage souterrain du CO₂ à celui des déchets nucléaires, ça me semble un peu forcer l'alarme, même si cette idée relève du même aveuglement scientiste. Le CO₂, ça n'est quand même pas du Mox ! Les arguments contre ces conneries sont assez forts pour ne pas avoir à en inventer. Voilà, bon courage pour votre travail !

INTERNATIONALISME 1 - BESSON O. P. B. (HAUTE-LOIRE) : « *Mon identité est internationale* ». Quel magnifique texte de femme nous

offre Taous dans le dernier *Tout est à nous!* Je l'ai diffusé et reçu en retour de l'admiration et de l'émotion. Merci à Taous pour cette évocation d'un monde humain.

INTERNATIONALISME 2 - BESSON O. B. D. (NORD) : Le ministre Besson (la voix de son maître) vient de jeter sur la place publique l'humiliant débat sur l'identité nationale, en espérant peut-être que le bruit des faiseurs de mots couvrira celui des moteurs des charters Londres-Kaboul via Paris ! Tout à coup, le sort des hommes sera supplanté par l'échange des idées... dont la première, en guise de « sérieux », eut été l'instauration d'un moratoire. Mais que nenni, lorsque le débat sera clos (puis ouvert à une nouvelle échéance électorale), combien d'individus auront été envoyés « ailleurs », dans un autre part inconnu où il n'existe ni traces ni empreintes? Besson ignore-t-il que bien des illégaux en France sont déjà des morts

légaux dans leur pays? Et qu'on ne nous sorte pas les vieux clichés sur ceux qui sont morts pour la France ou la patrie, ou le drapeau... non ! Car ceux-là dont le nom est gravé sur la pierre des monuments de chaque commune française, ceux-là sont morts avant tout pour la dignité et la liberté de l'homme, quel qu'il soit : ils sont, surtout, les garants de ce qu'il convient d'appeler l'identité internationale... et sur ce sujet précis, le ministre Besson serait bien inspiré d'ouvrir le débat !

PRISONNIERS D'ACTION DIRECTE. Y. L.S. (LOIRE) : Pour eux, pour des motifs de santé (voir *Tout est à nous!* n°29), pas d'appels de personnalités pour qu'ils soient libérés... alors que pour Papon il y eut des appels pour sa libération... pour raison de grand âge. Pour d'autres, les « actes » d'Action directe sont plus graves que ceux de Papon, fournisseur de camps d'extermination nazis. Il va de soi que les crimes d'Action directe n'ont pas notre adhésion.



RÉGIONALES ENTRE COMPROMIS ET LIGNE ROUGE

Parallèlement aux discussions nationales, les discussions sur la constitution de listes unitaires de la gauche radicale pour les élections régionales se poursuivent dans chaque région.

LIMOUSIN

Suite aux réunions unitaires nationales, les comités du NPA du Limousin (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) ont provoqué des réunions bilatérales avec les déclinaisons locales des différentes forces politiques : PG, M'PEP, LO, ADS (Alternative démocratie socialisme, créée en 1991 et issue du PCF après la démission de Marcel Rigout en 1987). À ce jour, le PCF n'a toujours pas répondu à notre invitation. Après avoir rencontré les uns et les autres au fur et à mesure des réunions nationales, nous avons proposé une réunion pour aborder les questions programmatiques. LO nous a confirmé ne pas vouloir participer à une liste unitaire mais veut bien parler des luttes. ADS, affiliée à la Fase

en Limousin, s'est déclarée autonome vis-à-vis de cette dernière et a voté récemment pour une participation à une liste unitaire avec le PS, dès le premier tour. Par contre, le PG et le M'PEP ont accepté de nous rencontrer pour commencer à travailler sur les compétences régionales et sur les points importants que nous pourrions défendre dans une campagne commune. Le PG n'est pas très homogène suivant les départements, ce qui est à mettre en relation avec l'influence que le PCF peut avoir et surtout avec le lien de ses élus avec ceux du PS. Mais il ne semble pas y avoir de désaccord notable sur les questions du programme ni sur l'indépendance avec le PS y compris dans l'exécutif. Ce que nous savons pour le moment, c'est que leurs fédé-

rations de Corrèze et de Haute-Vienne devraient rejoindre l'avis de celle de la Creuse pour la mise en place de liste autonome du PS au premier tour des régionales. Certains élus PCF grincent des dents et pourraient dans ce cas de figure se placer comme des «dissidents autorisés» et partir néanmoins préserver le «plaçou» sur les listes du PS. Des questions locales, comme celle de la ligne TGV, défendue par les notables du PS jusqu'au Medef et combattue par un collectif de plus en plus puissant dans lequel le NPA tient une place importante, devraient être cruciales dans le choix des uns et des autres.

Correspondant

1. En Corrèze, petit poste offert en échange d'un autre service.

MIDI-PYRÉNÉES

Une troisième réunion de la gauche anti-libérale et anticapitaliste s'est tenue au local du NPA de Haute-Garonne, le 11 novembre. Des délégations de la Fase, des Alternatifs, du PG et du NPA ont pu échanger à nouveau sur le programme et la stratégie pour les élections dans notre région. Peu avant la réunion, le PCF, présent aux réunions précédentes, annonçait qu'il ne participerait pas à celle-ci, estimant qu'il était préférable pour poursuivre les discussions unitaires d'attendre les résultats du vote de la conférence régionale de leur parti du samedi 14 novembre. Le NPA a défendu la nécessité que chaque composante fasse les compromis nécessaires permettant d'aboutir. Présentant les propositions majoritaires

issues du CPN, il a précisé que les propositions d'amendement au texte du Front de gauche n'étaient pas à prendre ou à laisser et que, si les formulations ne convenaient pas, il était possible de rediscuter, notamment pour préciser les conditions programmatiques de la participation aux gouvernements de régions. Pour le NPA, il n'y a pas de problème pour affirmer que les élus de la gauche radicale doivent prendre leurs responsabilités pour s'appuyer sur les mobilisations sociales et appliquer son programme lorsque le rapport de forces le permet. En revanche, il n'est pas question de reproduire les expériences de gestion des majorités sortantes dirigées par le PS. Pour le dire autrement, accepter de cautionner dans les institutions l'inverse de ce pourquoi

nous nous battons tous les jours, c'est une ligne rouge que nous ne franchirons jamais. C'est une question de principe. Évidemment, l'absence du PCF à cette réunion n'a pas aidé à faire avancer les choses. Il a tout de même été convenu de se revoir vendredi 20 novembre et, en attendant, de faire circuler de nouvelles formulations d'amendements au texte pour approfondir la discussion. La conférence régionale du PCF s'est majoritairement prononcée en faveur de listes «Front de gauche élargi», même si une forte minorité, amenée notamment par la plus grosse fédération, celle de Haute-Garonne, s'est prononcée pour la reconduction de l'alliance avec le PS dès le premier tour.

Correspondant

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le NPA des Bouches-du-Rhône a pris l'initiative d'organiser une première réunion de la gauche radicale en vue de discuter des possibilités d'une liste commune dans la région Paca. Le PCF consulte ses militants sur une proposition de «Front de gauche élargi», qui sera très probablement majoritaire. Le texte soumis au vote comporte toutefois des ambiguïtés telles qu'on ne peut totalement exclure in fine un accord avec le PS dès le premier tour. Le NPA a proposé un texte programmatique pour une première discussion. Sur ce texte beaucoup de points d'accord se sont exprimés, sauf par la bouche du PCF. Le NPA a réaffirmé que, de son point de vue, les axes qui permettent une

politique alternative ne sont pas compatibles avec les orientations suivies par le PS et Europe Écologie. D'autres organisations estiment que cela dépend des conditions issues du premier tour. Le PCF, quant à lui, considère que l'objectif de parvenir à une union avec le PS et Europe Écologie est la condition non négociable d'une campagne commune. Le PCF s'est aussi exprimé contre la proposition, émise par la Fase et les Alternatifs, de constituer des listes qui mélangeraient des options favorables à une alliance avec le PS et d'autres qui la considèrent incompatible avec une politique de rupture. Pour le PCF, «la question des exécutifs n'est pas une question de second tour, mais de premier tour».

Le NPA des Bouches-du-Rhône propose, pour parvenir à éclairer cette question, d'aborder ensemble le fond des politiques proposées. Et, au-delà des divergences connues, comme la sortie du nucléaire, de discuter collectivement des points clés d'une campagne anticapitaliste et antilibérale, il a demandé que les autres organisations initient ce débat par des propositions d'amendement au texte proposé par le NPA des Bouches-du-Rhône. Une prochaine réunion est prévue le 24 novembre mais on ne sait pas quel sera l'impact sur celle-ci de l'option de fermeture manifestée par le PCF à l'échelle nationale.

Correspondant

et aussi

RÉUNION PUBLIQUE DU NPA À PARIS 11°. Plus d'une cinquantaine de personnes ont participé, vendredi 13 novembre, à la réunion publique du NPA. Beaucoup de têtes inconnues, et d'autres avec qui nous menons les combats du mouvement social, une majorité de non-membres du NPA, sont venus écouter et débattre d'éléments pour une société future. Le thème choisi, introduit par Pierre-François Grond, était : «Y a-t-il un avenir après le capitalisme ?» Car pour lutter au quotidien contre le capitalisme – pas seulement contre ses «excès» – le simple appel aux luttes est insuffisant. Et l'utopie est bien concrète : des transports gratuits, un service public postal authentique, un service public bancaire. Tout cela ne se limite pas à un «retour» aux

nationalisations. Quel contrôle des travailleurs et de la population ? Quel contenu à l'autogestion ? Comment et quoi produire ? Dans la salle, on évoque la «décroissance», la place du vote, la nécessité d'étendre la démocratie à tous les domaines, en commençant par l'entreprise. À la fin, dans le hall et sur le trottoir, peu pressés de se quitter, les uns et les autres prolongent la discussion. Avec un sentiment partagé : il est bon d'avoir des moments d'échanges sur les questions fondamentales qui ne sont pas forcément liées à une actualité immédiate.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR :

554755

Titulaire du compte

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

MAIL :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE :

SIGNATURE :

Etablissement teneur du compte

BANQUE :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM
L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

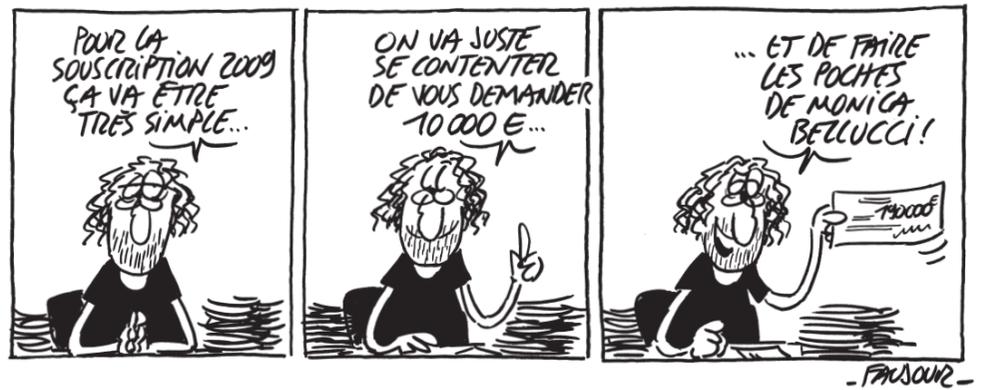
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER
L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



LES SANS-PAPIERS DOIVENT GAGNER

La grève des travailleurs sans papiers, entamée le 12 octobre, ne faiblit pas. Plus de 5 000 grévistes, plus de 40 entreprises occupées. Le mouvement se donne les moyens de faire reculer le gouvernement. Samedi 14 novembre, plus de 6 000 personnes ont manifesté à l'appel du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, avec des délégations des piquets de grève. De nombreuses initiatives sont prises pour populariser la lutte. A Vitry-sur-Seine, un collectif de sans-papiers campe devant le centre des impôts, dénonçant le racket de l'État qui prélève leurs cotisations sociales sans que ceux-ci bénéficient de la moindre prestation. La commémoration du 11 novembre a donné lieu à une manifestation originale. Les sans-papiers ont participé à la cérémonie officielle

pour rendre hommage à leurs arrière-grands-parents. Quand l'État français les a fait venir combattre dans les tranchées, il ne leur a jamais demandé leurs papiers! Cette initiative a renforcé le soutien local et a montré la nécessité de combattre le nationalisme qui permet d'envoyer des millions de travailleurs à la boucherie. Plus que jamais, le combat internationaliste est nécessaire. La manifestation unitaire du 29 novembre contre la politique d'immigration du gouvernement se prépare. Cette mobilisation, à laquelle plus de 70 organisations appellent, doit permettre de rassembler tous ceux qui luttent, travailleurs en grèves, collectifs, syndicats, associations. C'est tous ensemble, travailleurs français et immigrés, que nous gagnerons.



Vitry-sur-Seine, le 11 novembre. Les travailleurs sans-papiers, qui occupent le centre des impôts, déposent une gerbe pour leurs ancêtres morts pendant la Première Guerre mondiale. (DR)

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SOUSCRIPTION TOUJOURS LE MÊME OBJECTIF : 200 000 EUROS

Les dons commencent à peine à remonter. 6 732 euros à l'heure où nous écrivons cet article, la souscription est très timide à première vue.

Si nous devons comparer ce résultat à une campagne du NPA, on pourrait dire que les affiches ne sont pas imprimées, les tracts sans logo, le site internet en rade. Cette semaine il y avait un jour férié et la semaine d'avant la fin des vacances scolaires. Mais cette semaine et jusqu'au 31 décembre, il n'y a plus d'obstacle, plus d'excuses.

Il faut donc nous mettre en mouvement, nous agiter et courir partout pour demander la bourse ou la vie (du NPA) à nos proches, collègues et camarades. Pour l'heure, nous avançons au rythme d'un escargot, avec à peine 1 000 euros par semaine. C'est désormais 32 211 euros par semaine qu'il nous faut récolter pour atteindre nos objectifs. Rappelons que cet argent est indispensable pour la vie du NPA. Sans cette souscription, pas d'affiches, moins de tracts et que dire de *Tout est à nous!*

Nous avons besoin de cette solidarité pour garantir l'indépendance du NPA et de son journal, et pour permettre une

expression anticapitaliste, notamment, dans les mobilisations.

Il s'agit que le porte-voix, logo du NPA, ne se retrouve pas aphone, sans piles, et que nos propositions, nos analyses ne soient plus diffusées. Imaginez une manifestation où notre cortège serait sans drapeau, sans banderole, sans sono, les militants non badgés faute d'autocollants. Cette image peut paraître grotesque mais ce n'est que la matérialisation de ce que serait un NPA sans argent. C'est exactement de cela dont il faut parler avec les collègues, camarades du syndicat, sympathisants que l'on croise en réunion ou en manif, famille, bref à tous ceux qui ne militent pas ou presque pas au NPA, mais pour qui il est important que nous existions. **Des personnes, il y en a plein autour de nous, c'est sûr, pour qui le NPA joue un rôle dans les mobilisations sociales, pour qui le NPA est indispensable dans le paysage politique, pour qui enfin le NPA doit se faire entendre encore plus face aux attaques de Sarkozy.**

Un autre argument pour que la générosité ne soit que plus grande : 66% de la somme donnée à «NPA souscription» avant le 31 décembre

2009 pourra être déduite des impôts sur le revenu 2009 (dans la limite de 20% du revenu imposable). Un exemple concret : sur un don de 100 euros à «NPA souscription», vous récupérez 66 euros par la déduction fiscale. Évidemment cet argument ne concerne que les personnes qui paient des impôts.

Tous les dons compteront selon les moyens, nous les acceptons tous, de 1 euro à beaucoup plus.

Les objectifs sont maintenant simples, c'est la mobilisation générale! Tout le monde sur le pont!

Les cartons de souscriptions sont arrivés dans les comités, un coupon est imprimé ci-contre, le paiement sécurisé via notre site www.npa2009.org n'a jamais été aussi près de dépasser les difficultés techniques et une vidéo argumentaire sera sur le site dès la semaine prochaine.

Et rassurez-vous car, comme le disait Audiard, « quand on parle pognon, à partir d'un certain chiffre, tout le monde écoute ».

**Tout est à nous!
Même la souscription!**

SOUSCRIPTION 2009

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
€ 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

WWW.NPA2009.ORG

